

JOHN KERRY

L'arme nucléaire ne protégera pas l'Arabie Saoudite

L'Arabie Saoudite est consciente que l'acquisition de l'arme nucléaire est une mission quasi impossible à réaliser et ne renforcera pas la sécurité du pays à la lumière de la forte détérioration dans les relations avec l'Iran, a déclaré lundi le secrétaire d'Etat américain John Kerry.

«On ne peut pas acheter tout simplement une bombe et la transmettre», a annoncé John Kerry dans une interview à la chaîne CNN. Il a ainsi commenté l'éventuel achat par Riyad d'une bombe atomique, compte tenu du fait que l'Arabie saoudite dispose de financement suffisant lui permettant d'en avoir une.»

La violation du régime de non-prolifération des armes nucléaires entraîne des conséquences graves que les autorités du royaume ne peuvent pas ignorer, a rappelé le diplomate. «Il existe des conséquences graves.

Je veux dire que cela peut impliquer de sérieuses complications. L'Arabie saoudite se doute qu'elle ne sera pas protégée ainsi.

Et cela (l'acquisition d'une arme nucléaire, ndlr) ne sera pas une chose facile, car elles (les

autorités saoudiennes, ndlr) seront soumises aux mêmes sanctions que l'Iran quant à la non-prolifération, les inspections etc.»

Les relations entre l'Iran et l'Arabie saoudite se sont détériorées ces derniers mois en raison

de la guerre en Syrie, en Irak et au Yémen et suite à la tragédie survenue à Mina en septembre 2015, lorsque plus de 6 000 personnes ont été tuées dans la bousculade lors d'un pèlerinage.

Elles se sont aggravées davantage après l'exécution par

Riyad, le 2 janvier, d'un ayatollah chiite de renom Nimr Baqr al-Nimr. Des manifestants iraniens en colère ont attaqué les missions diplomatiques saoudiennes à Téhéran et à Machhad. Riyad a riposté en rompant ses relations diplomatiques avec l'Iran.

FRANCE

Deux cadres du PKK condamnés en appel à sept ans de prison

Deux hommes considérés comme des cadres du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) de la région de Marseille (sud) ont été condamnés hier à sept ans de prison pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste par la cour d'appel de Paris.

La cour d'appel a assorti les peines prononcées contre Oner Uludag et Ali Baki d'une

interdiction définitive du territoire français. Au début de cette affaire, l'enquête portait sur un projet d'assassinat en 2012, déjoué du fait d'une importante présence policière sur les lieux des faits, à Draguignan (sud).

Mais la qualification criminelle a finalement été abandonnée. L'enquête a ensuite mis en évidence une affaire d'extorsion pour récolter la «kampanya», la collecte de l'impôt révolutionnaire pour l'organisation rebelle auprès de la diaspora kurde. En première instance, les deux

principaux prévenus, accusés d'avoir projeté une action violente contre un homme qui refusait de payer la kampanya, avaient été condamnés à cinq ans de prison ferme. Le parquet, qui avait requis une peine de neuf ans d'emprisonnement, avait fait appel.

Leurs sept coprévenus avaient également été condamnés le 24 mars 2015 à des peines allant de 30 mois avec sursis à deux ans ferme. Le parquet n'avait pas fait appel pour ces derniers.

TURQUIE

Les opérations sécuritaires dans le sud-est «terminées dans une large mesure»

Les opérations militaires, lancées depuis la mi-décembre dernier contre le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est de la Turquie, sont «terminées dans une large mesure», a annoncé mardi le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu.

Les opérations à Silopi «sont achevées avec succès» et le couvre-feu, imposé depuis, a été allégé, a ajouté le chef de gouvernement, précisant qu'elles se poursuivront encore dans les autres zones urbaines de Cizre et de Sur. Les forces de sécurité ont achevé, mercredi dernier, cette opération d'envergure à Nusaybin et Dargecit (province de Mardin) et où une centaine de rebelles PKK ont été tués, selon l'état-major de l'armée (TSK).

Un total de 135 membres de la guérilla ont été abattus à Silopi, 101 à Sur et 320 autres à Cizre, selon la TSK. «Les opérations en cours se poursuivront jusqu'à l'assainissement de nos montagnes, de nos rivières et de nos villes des griffes de ces criminels», a affirmé, la semaine dernière, M. Davutoglu, excluant tout date limite à ces opérations. I

I n'existe pas d'échéancier préétabli en matière de lutte antiterroriste, dès lors que l'échéancier est déterminé à l'aune des objectifs de la fin des violences et de la ter-

reur et non en fonction du temps. Près de 10 000 éléments des forces de sécurité, équipés d'armes lourdes, participent à ces opérations menées dans les provinces de Diyarbakir, Sirnak et Mardin.

Les attaques du mouvement rebelle contre les forces de l'ordre avaient repris depuis l'attentat-suicide de Suruç, le 20 juillet dernier, qui avait fait 34 morts.

Plus de 3 100 militants PKK ont été tués

par les forces de sécurité à l'intérieur et à l'extérieur du pays (nord de l'Irak) et plus de 300 membres des forces de l'ordre et des civils ont péri dans les attaques de la guérilla.

TUNISIE

Des manifestants réclamant des emplois dispersés au gaz lacrymogène à Kasserine

Des centaines de manifestants réclamant des emplois ont été dispersés par la police tunisienne avec du gaz lacrymogène à Kasserine (centre-ouest), quelques jours après le décès d'un jeune chômeur dans cette région défavorisée du pays.

Près de 500 personnes, selon un correspondant de l'AFP — un millier d'après un responsable du ministère de l'Intérieur, se sont rassemblées devant le siège du gouvernement en scandant «Le travail est un droit».

«Certains ont lancé des pierres, d'autres sont montés sur le toit du gouvernement. La police les a dispersés avec du gaz lacrymogène», a indiqué le responsable du ministè-

re. Police et armée se sont déployées devant le siège du gouvernement, a précisé le correspondant de l'AFP. La situation était «stable» en milieu de journée, selon le responsable du ministère, mais des habitants ont coupé l'une des principales rues de la ville avec des pneus en feu, d'après le correspondant de l'AFP.

La situation à Kasserine est tendue depuis le décès, samedi, d'un chômeur de 28 ans, Ridha Yahyaoui, qui s'était électrocuté après être monté sur un poteau près du siège du gouvernement pour protester contre son retrait d'une liste d'embauches dans la fonction publique.

Plusieurs dizaines d'habitants avaient exprimé dimanche leur colère en brûlant des pneus dans la ville.

Lundi, 150 à 200 personnes ont également protesté sur l'avenue Habib Bourguiba à Tunis, en brandissant des portraits du jeune homme.

Un haut responsable du gouvernement de Kasserine a été limogé à la suite de ce décès et la présidence du gouvernement a annoncé l'ouverture d'une enquête.

Kasserine, l'une des régions les plus pauvres de Tunisie, a plusieurs fois connu depuis la révolution de 2011 des mouvements de protestation dégénérant parfois en affrontements violents avec la police sur fond de misère et de chômage.

Ces maux sont persistants dans le pays bien qu'ils aient largement motivé, à l'époque, le soulèvement contre le régime de Ben Ali.

MOBILIS

Partenaire des «Algerian Olympic and Sports Awards 2015»

Mobilis partenaire du Comité olympique algérien, qui organise les «Algerian Olympic and Sports Awards», qui se tiendra le 19 janvier 2016 à l'hôtel Hilton Alger. Placée sous le haut patronage du Président de la République, cette cérémonie couronnera les meilleures perfor-

mances sportives de l'année 2015, en présence des représentants de la famille sportive et olympique africains et nationaux, des représentants de la presse nationale et étrangère. Aussi, des prix spéciaux d'excellence récompenseront les meilleures institutions et opérateurs qui ont contri-

bué à la promotion du sport en Algérie. Cet événement pour sa 2^e édition, vise à encourager l'élite de nos athlètes pour réaliser plus de résultats, remporter plus de sacres, et ainsi porter haut les couleurs de l'Algérie. A travers l'accompagnement de cette grande manifestation sportive,

Mobilis entreprise nationale et partenaire officiel du COA, démontre encore une fois que son engagement à soutenir et accompagner le sport national avec toutes ses disciplines, reste irréversible.

Mobilis, fier d'être le 1^{er} partenaire du sport en Algérie.